

Communiqué

Rapport de la commission sur l'Avenir de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire québécois

Question d'eau : un passage à sec pour la commission

La commission n'accouche de rien de nouveau pour protéger l'eau

Montréal, le 15 février 2008, La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau - *Eau Secours!* reconnaît le sérieux et le travail soigné de la CAAAQ, en tant que colligeur des dires de tous les intervenants corporatisés de la société québécoise. Le rapport Pronovost est vertueux. On y trouve de tout pour tous. Impossible d'être contre la vertu, cependant *Eau Secours!* est déçu du manque de nouveauté quant à la question de la protection de l'eau.

Les Québécois n'avaient pas besoin de 19 mois de palabres pour se faire redire ce que la commission Beauchamp (commission sur la gestion de l'eau au Québec) en 2000, la Politique nationale de l'eau (2002), la vérificatrice générale du Québec (2003), la commission du BAPE sur l'élevage porcin (2003), l'analyse d'*Eau Secours!* quant à l'état de la Politique nationale de l'eau (décembre 2006) et le Rapport du Commissaire au développement durable (novembre 2007), quant à la non-application de la *Loi de l'Environnement*, de la *Politique de l'eau* et des règlements déjà existants. À ce chapitre la commission en dit même moins.

Le président d'*Eau Secours!*, André Bouthillier, constate que « *Déjà le ministre de l'Agriculture a déclaré qu'il y en a trop dans ce rapport. En effet, on sent que la tablette n'est pas loin, comme les autres rapports avant celui-ci, dès qu'ils impliquent un investissement financier important de la part du gouvernement provincial* ».

Il ajoute que « *Toujours à propos de l'eau, la qualité de la démarche de cette Commission est la redite. Il est probablement nécessaire de dire et redire la même chose aux politiciens qui refusent de se faire éclairer au quotidien par l'expérience des groupes qui sont sur le terrain. Rapport en main, souhaitons que les citoyens se l'approprient pour faire le ménage chez les tergiverseurs politiques* ».

Plus de précisions

Eau Secours! reconnaît dans les recommandations de la Commission, l'ensemble des préoccupations de ses membres, dont l'absence de cadre juridique provincial qui empêche de protéger la ressource qui est aussi source de vie.

Bien que la recommandation de financer les organismes de bassins versants pour leur permettre de continuer leur mission soit fondée, elle arrive au moment où le gouvernement a déjà engagé des discussions avec le Regroupement des organismes de bassins versant du Québec et il s'avère que

le financement adéquat est loin d'être assuré.

La Commission n'a pas osé dire que c'est le gouvernement du Québec qui devrait payer pour protéger et nettoyer l'eau et non chacune des municipalités ou MRC du territoire québécois. La décentralisation de la protection de l'eau rend la tâche très difficile aux élus.es municipaux qui n'ont ni les ressources, ni le financement pour mener à bon port un si gros dossier.

Ce rapport amène l'idée qu'il est primordial d'avoir un véritable leadership gouvernemental et qu'une réelle écoconditionnalité devra s'installer le plus tôt possible. Pour la Coalition, les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires doivent respecter la loi et être poursuivis s'ils ne la respectent pas. L'écoconditionnalité doit s'appliquer qu'à ceux qui vont plus loin que la loi.

Dans ce débat, l'apport des citoyens et des consommateurs est primordial et essentiel pour convaincre le gouvernement d'agir. C'est pourquoi *Eau Secours!* invite tous les citoyens et citoyennes du Québec qui boivent de l'eau, qui mangent tous les jours et qui se préoccupent de leur santé, à participer au forum citoyen *La Bretagne crie Eau Secours!*

Cet important forum organisé par *Eau Secours!* aura lieu le 23 février 2008 au Cœur des Sciences de l'UQÀM. Un document d'analyse « *TerrEau toxique québécois* » sera remis à tous les participants.

Par l'exemple de nos cousins Bretons qui sont aux prises avec d'énormes problèmes de pollution de l'eau, nous tenterons de trouver des façons d'infléchir le gouvernement quant aux lois nécessaires à la protection de l'eau et son corollaire, la santé de la population. L'eau est essentielle à la culture et à l'élevage, mais elle est surtout nécessaire à tous les êtres humains.